



Les organisations syndicales rappellent que :

La remise en cause de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, est inacceptable et injuste. En effet, elle défavorise les salariés qui ont commencé à travailler tôt et les travailleurs et travailleuses les plus précaires ;

La reconnaissance de la pénibilité est incontournable et ne peut se concevoir à partir d'un examen médical ;

Les orientations du gouvernement ignorent l'essentiel des exigences formulées par les organisations syndicales.

Le gouvernement affirme, **AVEC MEPRIS**, vouloir maintenir le cap, sans prendre en compte la mobilisation des salarié(e)s. Il écarte toute idée d'un véritable débat et distille son projet au fil de l'eau. **C'est inacceptable.**

Le gouvernement reste campé sur l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de départ à la retraite. Le ministre a exclu de revenir sur ces mesures d'âge.

Le Gouvernement n'a, par ailleurs, toujours pas répondu à la demande de **revalorisation des retraites des ressortissants de la CPS et de l'ENIM.** Il y « travaille » pendant que nos retraités, comme les bénéficiaires de salaires moyens, s'appauvrissent de semaines en semaines, compte tenu de **l'augmentation GALOPANTE du prix des denrées alimentaires.**

* * *

Dans ces conditions, **la journée de grève et de manifestation du 24 juin**, prend tout son sens.

Les organisations appellent les salariés du public et du privé, les jeunes et les retraités, les demandeurs d'emploi, à participer massivement aux manifestations organisées à Saint-Pierre et Miquelon.

Comme tous les français, nous disons **NON** au report de l'âge **légal de départ à la retraite.**

Nous voulons que la demande de **revalorisation des retraites** de la CPS et de l'ENIM obtienne une réponse **MAINTENANT.** Nous voulons également que les retraites des salariés du privé de l'Archipel soient calculées sur la base des 25 meilleures années.

Nous voulons que les salaires de la fonction publique et du privé, les différentes retraites soient revalorisés afin de **rattraper la perte de pouvoir d'achat observée depuis plus de 10 ans** qui appauvrit la population et paralyse l'économie locale.

Nous voulons que les fonctionnaires participent à la réorganisation de la fonction publique localement (RGPP) et qu'ils ne soient plus des pions au service de quelques têtes « pensantes ».

Nous souhaitons avoir des explications claires et précises sur les raisons du **coût exorbitant de la vie à Saint-Pierre et Miquelon**, parce qu'un jour nous n'aurons plus les moyens de prendre nos retraites et de vivre sur nos îles.

Nous voulons un **véritable observatoire des prix** (voire un audit indépendant) pour identifier les différents rouages de l'économie locale.

Le Jeudi 24 juin, soyons tous solidaires !